N° 75-006-X au catalogue
ISSN 2291-0859

Regards sur la société canadienne

Les variations du patrimoine selon la répartition du revenu, de 1999 à 2012

par Sharanjit Uppal et Sébastien LaRochelle-Côté

Date de diffusion : le 3 juin 2015

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens »

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0[s]	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
[p]	provisoire
[r]	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
[E]	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2015

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

Les variations du patrimoine selon la répartition du revenu, de 1999 à 2012

par Sharanjit Uppal et Sébastien LaRochelle-Côté

Aperçu de l'étude

Le présent article examine les variations du patrimoine financier des familles canadiennes (c.-à-d. le total des actifs moins le total de la dette des familles) au cours de la période allant de 1999 à 2012, en mettant l'accent sur les changements selon le quintile de revenu. L'article fournit aussi des informations au sujet de la concentration du patrimoine dans les divers quintiles de revenu, ainsi que sur les caractéristiques des familles à faible revenu et sans patrimoine.

- De 1999 à 2012, le patrimoine moyen (ou valeur nette) des familles canadiennes a augmenté de 73 % (de 319 800 $ à 554 100 $) en dollars constants de 2012. Le patrimoine moyen s'est accru de 80 % parmi les familles du quintile de revenu supérieur (de 721 900 $ à 1,3 million de dollars) et de 38 % parmi les familles du quintile de revenu inférieur (de 79 500 $ à 109 300 $).
- En 2012, les familles du quintile de revenu supérieur détenaient 47 % du patrimoine total des familles canadiennes, comparativement à 45 % en 1999. Les familles du quintile de revenu inférieur détenaient 4 % du total de la valeur nette en 2012, comparativement à 5 % en 1999.
- De 1999 à 2012, le patrimoine total des familles canadiennes a progressé de 4,17 billions de dollars (en dollars constants de 2012). L'apport des familles du quintile de revenu supérieur à cette somme a été de 2,02 billions de dollars, en raison notamment de la croissance de la valeur des régimes de retraite d'employeur et des autres actifs non immobiliers.
- De 1999 à 2012, les actifs immobiliers en proportion des actifs totaux ont augmenté, passant de 34 % à 40 % chez les familles du quintile de revenu supérieur et de 46 % à 57 % chez les familles du quintile de revenu inférieur.
- En 2012, tout comme en 1999, entre 3 % et 4 % des familles canadiennes avaient un faible revenu et n'avaient pas de patrimoine. Les familles plus jeunes, les familles d'immigrants récents et les familles monoparentales, de même que les personnes seules, étaient plus susceptibles d'être dans cette situation.

Introduction

Le bien-être économique est souvent étudié avec des informations sur le revenu, mais d'autres indicateurs financiers sont tout aussi importants. Le patrimoine familial (ou la valeur nette), généralement défini comme la somme des actifs détenus par la famille moins la somme des dettes détenues par cette famille, joue également un rôle significatif dans le bien-être financier des ménages, et ce, pour différentes raisons. Tout d'abord, le patrimoine vient au service des familles en leur permettant d'occuper le logement qu'elles possèdent. En deuxième lieu, il peut être converti en liquidités à des fins de consommation, par exemple, grâce à des marges de crédit hypothécaire. En troisième lieu, il peut aussi servir de source de fonds pour maintenir la consommation, advenant un choc de revenu, par exemple, une perte d'emploi[1]. Enfin, dans le cas des travailleurs autonomes, il peut servir de réserve possible de fonds pour permettre à leur entreprise de prendre de l'expansion[2].

L'accumulation du patrimoine repose sur des facteurs liés au cycle de vie, comme l'âge et la propriété, mais aussi sur la capacité de générer un revenu[3]. L'accès au crédit, qui dépend dans une large mesure des revenus,

permet aux familles de répartir leur consommation pendant leur cycle de vie (par exemple, en contractant une hypothèque pour acheter une maison)[4]. Généralement, les familles à revenu plus élevé épargnent davantage, empruntent davantage et investissent davantage dans des actifs financiers et non financiers; par conséquent, ces familles devraient avoir une meilleure capacité de générer du patrimoine[5].

Compte tenu de ce qui précède, les variations dans la répartition du revenu pourraient être associées à des variations dans la répartition du patrimoine. Aux États-Unis, par exemple, l'inégalité du patrimoine s'est accrue dans les années 1980 et 1990, parallèlement à l'inégalité du revenu, qui a également augmenté au cours de la même période[6]. Qu'en est-il de l'expérience canadienne?

Le présent document fournit de nouveaux renseignements sur le lien entre le revenu et le patrimoine des familles canadiennes au cours de la période de 1999 à 2012. De façon plus particulière, nous nous penchons sur les questions suivantes :

1. Comment le patrimoine a-t-il varié selon les catégories de revenu au cours de la période de 1999 à 2012?
2. Ces variations ont-elles été accompagnées de changements dans la concentration du patrimoine selon le niveau de revenu?
3. Quel pourcentage de familles à faible revenu n'avaient pas de patrimoine pour compenser une perte soudaine de revenu (c.-à-d. les familles « à faible revenu et sans patrimoine »)?

Pour répondre à ces questions, des données récentes de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) de 2012 sont utilisées, ainsi que des données du cycle de 1999 de la même enquête afin d'examiner les variations au fil du temps. Dans le cadre de l'ESF, une enquête auprès des ménages, des données sur les actifs, les passifs, les caractéristiques personnelles et le revenu familial ont été recueillies auprès d'un échantillon de familles canadiennes.

Afin d'examiner les variations du patrimoine selon les diverses catégories de revenu, les familles ont été réparties en quintiles de revenu (voir *Sources de données, méthodes et définitions*). À cette fin, elles ont été classées selon leur revenu (avant impôt) et réparties en cinq groupes égaux. Les familles du quintile inférieur représentent les 20 % des unités familiales ayant le montant le plus faible de revenu familial. Les familles du quintile supérieur représentent les 20 % des unités familiales ayant le revenu familial le plus élevé. Les familles se situant au milieu sont celles du troisième quintile, aussi appelé quintile intermédiaire, qui comprend les 20 % de familles se situant au milieu de la répartition du revenu familial. Toutes les valeurs du présent article sont exprimées en dollars constants de 2012, en utilisant l'Indice des prix à la consommation comme déflateur[7].

Le patrimoine s'est accru plus rapidement parmi les familles du quintile supérieur

En s'appuyant sur les données de l'ESF, il est possible d'examiner les variations du revenu et du patrimoine des familles dans chaque quintile de revenu de 1999 à 2012 (tableau 1). En 2012, le revenu familial moyen (avant impôt) des unités familiales du quintile inférieur était de 13 600 $. Les familles du quintile intermédiaire avaient un revenu moyen de 57 200 $, tandis que les familles du quintile supérieur avaient un revenu moyen de 180 600 $.

De 1999 à 2012, le revenu moyen a augmenté à peu près au même rythme pour les trois quintiles du milieu (entre 14 % et 16 %). La

Tableau 1
Revenu familial (avant impôt) et valeur nette (patrimoine) selon le quintile de revenu, 1999 et 2012

	Moyenne			Médiane		
	1999	2012	1999 à 2012	1999	2012	1999 à 2012
	dollars		variation en pourcentage	dollars		variation en pourcentage
Revenu	**63 300**	**74 800**	**18,2**	**49 700**	**57 000**	**14,7**
Quintile inférieur	12 600	13 600	7,9	14 000	14 700	5,0
Deuxième quintile	30 400	34 600	13,8	30 500	34 600	13,4
Quintile intermédiaire	49 900	57 200	14,6	49 700	57 000	14,7
Quatrième quintile	76 000	88 100	15,9	75 700	86 900	14,8
Quintile supérieur	147 500	180 600	22,4	123 900	149 500	20,7
Valeur nette	**319 800**	**554 100**	**73,3**	**137 200**	**243 800**	**77,7**
Quintile inférieur	79 500	109 300	37,5	7 600	8 700	14,5
Deuxième quintile	175 100	267 400	52,7	70 900	113 500	60,1
Quintile intermédiaire	261 800	453 300	73,1	135 100	236 900	75,4
Quatrième quintile	360 700	641 000	77,7	203 700	388 200	90,6
Quintile supérieur	721 900	1 300 100	80,1	424 900	879 100	106,9

Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

croissance a été légèrement plus faible (8 %) parmi les familles du quintile inférieur et légèrement plus élevée (22 %) parmi celles du quintile supérieur. Ainsi, en 2012, le revenu moyen des familles du quintile supérieur représentait 13,3 fois le niveau moyen de celles du quintile inférieur, comparativement à 11,7 fois en 1999. Le ratio du revenu des familles du quintile supérieur à celui des familles du quintile intermédiaire a peu varié (passant de 3,0 en 1999 à 3,2 en 2012)[8]. Des résultats semblables ont été obtenus en répétant l'exercice à partir des valeurs de revenu médian plutôt que des valeurs moyennes[9].

Qu'est-il arrivé aux mesures correspondantes du patrimoine au cours de la période observée? Dans le présent document, le patrimoine est défini comme la valeur globale des actifs détenus par les familles canadiennes (y compris la valeur des régimes de retraite d'employeur), moins le niveau total de dettes. Tant la valeur moyenne que la valeur médiane sont présentées.

De 1999 à 2012, la valeur nette moyenne a augmenté dans tous les quintiles de revenu, mais plus rapidement dans les deux quintiles de revenu supérieurs. La valeur nette moyenne a augmenté de 80 % pour les familles du quintile de revenu supérieur, passant de 721 900 $ à 1,3 million de dollars. En comparaison, la valeur nette moyenne des familles du quintile intermédiaire a augmenté de 73 % (de 261 800 $ à 453 300 $), et celle des familles du quintile inférieur, de 38 % (de 79 500 $ à 109 300 $). Par conséquent, les familles du quintile supérieur détenaient 11,9 fois le niveau du patrimoine des familles du quintile inférieur en 2012, comparativement à 9,1 fois en 1999.

La valeur nette médiane a affiché des tendances semblables, augmentant de 107 % parmi les familles au sommet de la répartition du revenu, comparativement à une hausse de 15 % chez celles se situant au bas de la répartition[10].

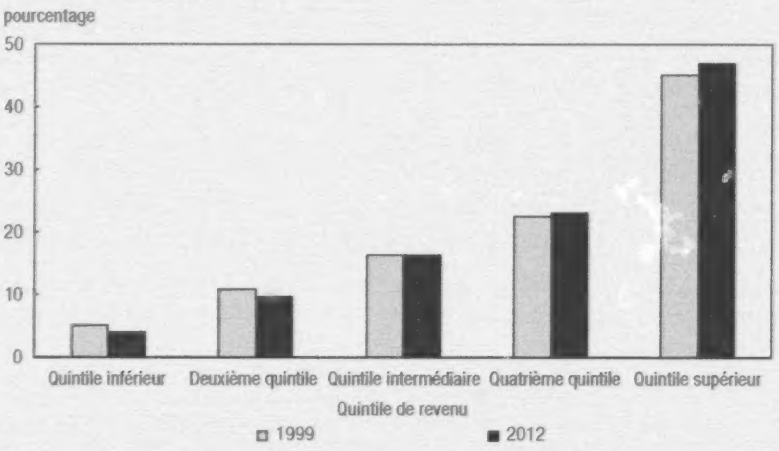
Si la valeur nette a augmenté plus rapidement au sommet de la répartition du revenu, c'est principalement en raison des hausses de la valeur des actifs détenus par les familles ayant le revenu le plus élevé. Parmi les familles du quintile de revenu supérieur, les actifs moyens ont augmenté de 668 100 $ au cours de la période, tandis que la dette moyenne a augmenté de 89 700 $. Dans le quintile inférieur, les actifs moyens ont augmenté de 38 000 $, comparativement à une hausse correspondante de 8 200 $ de la dette moyenne.

Les familles du quintile de revenu supérieur possédaient 47 % du patrimoine total en 2012

Les résultats qui précèdent pourraient signifier une concentration du patrimoine plus grande parmi les familles ayant les revenus les plus élevés au cours de la période.

En 2012, les familles du quintile de revenu supérieur détenaient 47 % de l'ensemble du patrimoine des familles canadiennes (et les 5 % de familles situées au sommet de la répartition du revenu en détenaient 21 %). Les familles du quatrième quintile en détenaient 23 %, tandis que les familles situées dans le quintile de revenu intermédiaire en détenaient 16 %. Le deuxième quintile de revenu détenait 10 % du patrimoine total, tandis que le quintile inférieur en détenait 4 % (graphique 1).

Graphique 1
Part de la valeur nette (patrimoine) détenue par chaque quintile de revenu, 1999 et 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

De 1999 à 2012, la concentration du patrimoine s'est légèrement accrue, la part du patrimoine total qui appartenait aux deux quintiles de revenu supérieurs ayant augmenté de deux points de pourcentage, tout en diminuant dans les trois quintiles de revenu inférieurs. Ainsi, les deux quintiles supérieurs détenaient 70 % du total du patrimoine en 2012 (comparativement à 68 % en 1999), tandis que les trois quintiles inférieurs en détenaient 30 % (comparativement à 32 % en 1999). La hausse de la concentration du patrimoine (deux points de pourcentage) a cependant été le fait d'une hausse de la part détenue par les 20 % de familles situées au sommet de la répartition du revenu, celle-ci passant de 45 % en 1999 à 47 % en 2012. Il convient de préciser que les 5 % de familles situées au sommet de la répartition ont vu leur part augmenter au cours de la période (de 19 % à 21 %) ce qui tend à démontrer que les changements du quintile supérieur sont attribuables aux familles qui avaient les revenus les plus élevés à l'intérieur de ce quintile.

Tableau 2
Part des actifs détenus par chaque quintile de revenu, 1999 et 2012

	Total		Actifs immobiliers		Actifs liés aux régimes de retraite d'employeur		Autres actifs	
	1999	2012	1999	2012	1999	2012	1999	2012
	pourcentage							
Part des actifs selon le quintile de revenu	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Quintile inférieur	5,0	4,0	6,0	5,2	1,6	1,1	5,5	4,2
Deuxième quintile	10,6	9,6	11,4	10,8	8,7	7,0	10,6	9,7
Quintile intermédiaire	16,6	16,5	17,6	17,5	19,4	18,3	14,6	14,3
Quatrième quintile	23,4	23,8	25,0	24,9	25,4	26,1	21,2	21,1
Quintile supérieur	44,5	46,0	40,0	41,5	44,9	47,6	48,2	50,7

Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Tableau 3
Part de la dette détenue par chaque quintile de revenu, 1999 et 2012

	Total		Dette hypothécaire		Dette de consommation	
	1999	2012	1999	2012	1999	2012
	pourcentage					
Part de la dette selon le quintile de revenu	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Quintile inférieur	5,2	4,5	4,1	3,7	9,1	7,2
Deuxième quintile	8,0	9,6	7,0	9,0	11,3	11,5
Quintile intermédiaire	17,9	17,6	18,1	17,7	17,3	17,3
Quatrième quintile	28,8	27,8	29,8	28,3	25,2	26,2
Quintile supérieur	40,1	40,5	41,0	41,3	37,1	37,8

Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Des mesures semblables de concentration selon le quintile du revenu peuvent aussi être calculées pour les actifs et la dette. En 1999, les 20 % des familles du quintile supérieur détenaient un peu moins de 45 % de tous les actifs des familles canadiennes (tableau 2). Cette proportion a augmenté légèrement au cours de la période, pour s'établir à 46 % en 2012. La proportion de la dette globale détenue par les familles du quintile supérieur se situait à environ 40 %, tant en 1999 qu'en 2012 (tableau 3).

La répartition de la dette hypothécaire correspondait d'assez près à la répartition des actifs immobiliers. Par exemple, les familles du quintile de revenu supérieur détenaient 41 % de la dette hypothécaire et 42 % des actifs immobiliers. Les familles des deux quintiles inférieurs (40 % des familles ayant les revenus familiaux les plus faibles) détenaient environ 13 % de la dette hypothécaire et 16 % des actifs immobiliers.

D'autres catégories d'actifs étaient plus concentrées dans le quintile de revenu supérieur. Dans le cas des régimes de retraite d'employeur, la concentration a augmenté au cours de la période, les familles se trouvant au sommet de la répartition du revenu détenant 48 % de tous les actifs de retraite (comparativement à 45 % en 1999). Par contre, les familles des deux quintiles inférieurs détenaient 8 % de tous les actifs de retraite en 2012, comparativement à 10 % en 1999. La part des « autres actifs » détenue par les familles du quintile de revenu supérieur s'est également accrue au cours de la période, passant de 48 % en 1999 à 51 % en 2012, alors que les familles des deux quintiles inférieurs possédaient 14 % de ces actifs en 2012 (en baisse par rapport à 16 % en 1999).

Les familles des quintiles inférieurs détenaient une part proportionnellement plus grande des autres dettes (aussi appelées « dettes de consommation »), à tout le moins en comparaison avec la dette hypothécaire. Les dettes de

consommation comprennent toutes les formes non hypothécaires de dettes, comme les prêts personnels, les marges de crédit, les soldes de carte de crédit et les dettes d'études. En 2012, les deux quintiles inférieurs détenaient 19 % de toutes les dettes de consommation (20 % en 1999), tandis que les familles du quintile supérieur en détenaient 38 % (37 % en 1999).

En somme, les familles situées au sommet de la répartition du revenu ont légèrement augmenté leur part de la valeur nette entre 1999 et 2012, mais y sont parvenues en grande partie en raison d'une concentration plus élevée des actifs autres que ceux liés à l'immobilier (tels que les régimes de pension d'employeur). La répartition de la dette selon les quintiles de revenu, tant qu'à elle, n'a pas beaucoup changé au cours de la période. À titre d'exemple, les familles situées dans le quintile supérieur du revenu détenaient 41 % de la dette globale en 2012 (40 % en 1999), et les familles situées dans le quintile inférieur du revenu en détenaient 5 % à la fois en 1999 et en 2012.

Tableau 4
Variations du total de la valeur nette (patrimoine), actifs et dette, 1999 et 2012

	Total	Liée à l'immobilier	Autre	Total	Liée à l'immobilier	Autre
		milliards ($)			pourcentage	
Actifs						
Total	**4 919**	**2 464**	**2 455**	**100,0**	**50,1**	**49,9**
Quintile inférieur	154	113	41	100,0	73,3	26,7
Deuxième quintile	433	258	176	100,0	59,4	40,6
Quintile intermédiaire	810	431	379	100,0	53,2	46,8
Quatrième quintile	1 190	613	577	100,0	51,5	48,5
Quintile supérieur	2 331	1 049	1 281	100,0	45,0	55,0
Dette						
Total	**751**	**576**	**175**	**100,0**	**76,7**	**23,3**
Quintile inférieur	30	20	10	100,0	66,5	33,5
Deuxième quintile	81	61	20	100,0	75,0	25,0
Quintile intermédiaire	130	100	30	100,0	76,7	23,3
Quatrième quintile	203	156	47	100,0	76,8	23,2
Quintile supérieur	307	240	67	100,0	78,1	21,9
Valeur nette						
Total	**4 168**	**1 888**	**2 280**	**100,0**	**45,3**	**54,7**
Quintile inférieur	124	93	31	100,0	75,0	25,0
Deuxième quintile	352	197	156	100,0	55,8	44,2
Quintile intermédiaire	680	331	349	100,0	48,7	51,3
Quatrième quintile	987	457	530	100,0	46,3	53,7
Quintile supérieur	2 024	810	1 214	100,0	40,0	60,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Parmi les familles du quintile de revenu supérieur, les gains réalisés au chapitre des actifs non-immobiliers ont été à l'origine de la croissance du patrimoine

De 1999 à 2012, la valeur nette totale des familles canadiennes a augmenté d'environ 4,17 billions de dollars, par suite d'une hausse de 4,92 billions de dollars de la valeur globale des actifs, combinée à une augmentation de 0,75 billion (751 milliards) de dollars de la valeur totale de la dette (tableau 4).

L'augmentation globale de 4,92 billions de dollars de la valeur des actifs a été répartie également entre des hausses de la valeur des actifs immobiliers et des hausses des régimes de retraite d'employeur et des autres actifs. Ces résultats, toutefois, n'étaient pas les mêmes d'un quintile de revenu à l'autre.

Par exemple, parmi les familles du quintile inférieur, la valeur nette a augmenté de 0,12 billion (124 milliards) de dollars, le résultat d'une hausse de 0,15 billion (154 milliards) de dollars dans la valeur des actifs et d'une hausse de 0,03 billion (30 milliards) de dollars de la valeur de la dette. La grande majorité de l'augmentation totale des actifs (73 %) était attribuable à la croissance des actifs immobiliers.

En comparaison, parmi les familles du quintile supérieur, la valeur nette a augmenté de 2,02 billions de dollars, soit le résultat d'une hausse de 2,33 billions de dollars dans la valeur des actifs et une hausse de 0,31 billion de dollars de la valeur de la dette. Environ 45 % de la croissance des actifs était attribuable à des actifs immobiliers, tandis que l'augmentation de la valeur des autres actifs, comme les régimes de retraite d'employeur, était à l'origine de la proportion restante de 55 %.

Plus des trois quarts de l'augmentation globale de 751 milliards de dollars de la dette était attribuable à une dette hypothécaire, tandis que moins du quart était attribuable à une croissance de la dette de

consommation. Contrairement aux changements qu'ont connus les actifs, ces proportions ne variaient pas beaucoup selon le quintile de revenu.

Ainsi, si la valeur nette a augmenté parmi les familles du quintile supérieur, ce n'est pas uniquement en raison des augmentations des actifs immobiliers, mais aussi à cause des hausses dans la valeur des régimes de retraite d'employeur et des autres actifs. La section qui suit permettra de déterminer si ces résultats ont entraîné des variations dans le portefeuille financier des familles de chaque quintile.

Variations dans le portefeuille d'actifs et dans la composition de la dette

En 2012, les actifs immobiliers représentaient 44 % du total des actifs de toutes les familles canadiennes, en hausse par rapport à 38 % en 1999. Les actifs de retraite d'employeur représentaient aussi une portion plus importante du total des actifs au cours de la période (20 % comparativement à 17 %). Par contre, la part représentée par tous les autres types d'actifs (par exemple, les actifs financiers comme les REER et les investissements, ainsi que les autres biens non immobiliers, comme les véhicules) a diminué, pour passer de 44 % en 1999 à 36 % en 2012. En 1999 ainsi qu'en 2012, plus des trois quarts de la dette globale détenue par les familles canadiennes était une dette hypothécaire, tandis que la dette de consommation représentait moins du quart de la dette.

Ces résultats variaient toutefois selon les quintiles de revenu. Tout d'abord, les actifs immobiliers représentaient une proportion plus importante des actifs dans le quintile inférieur que dans les quintiles de revenu supérieurs. En 2012, les actifs immobiliers représentaient 57 % de la valeur des actifs détenus par les familles du quintile inférieur, alors qu'ils représentaient 40 % de la valeur des actifs détenus par les familles du quintile supérieur (graphique 2).

En deuxième lieu, la part attribuable aux actifs immobiliers a augmenté dans tous les quintiles de revenu, mais particulièrement dans le quintile inférieur, passant de 46 % en 1999 à 57 % en 2012. Parallèlement, au cours de la même période, la proportion correspondant aux « autres » actifs a diminué, pour passer de 49 % à 37 % dans le quintile inférieur.

La part de la dette hypothécaire en proportion du total de la dette a augmenté dans le quintile inférieur, passant de 61 % à 64 % (graphique 3). Par contre, au cours de la période, cette proportion n'a pas varié beaucoup parmi les familles du quintile intermédiaire (78 % en 1999 et 77 % en 2012), et est demeurée inchangée parmi les familles du quintile supérieur (79 % les deux années).

Ces résultats montrent que le portefeuille d'actifs des personnes se trouvant au bas de la répartition du revenu est devenu moins diversifié au cours de la période, ce groupe dépendant de plus en plus des actifs immobiliers.

La proportion de familles ayant de plus faibles niveaux de revenu et de patrimoine a peu changé

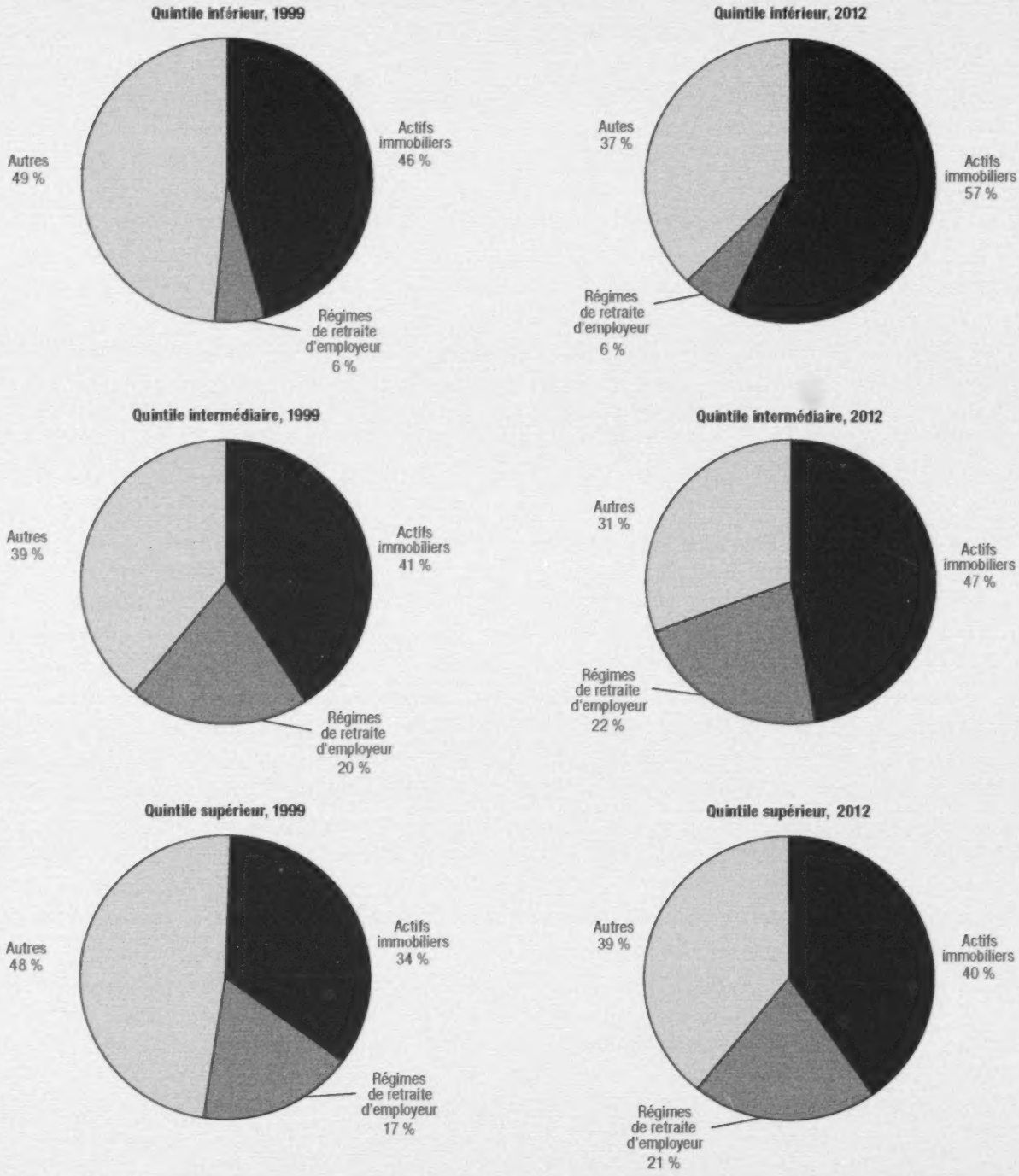
Les familles ayant de plus faibles niveaux de revenu et de patrimoine peuvent être considérées comme étant plus vulnérables que les autres aux effets d'un choc négatif[11].

Une des façons d'identifier ces familles est d'examiner la proportion des familles qui se trouvent non seulement dans le quintile inférieur de revenu mais également dans le quintile inférieur du patrimoine. En 2012, 11 % des familles canadiennes étaient dans cette situation, une proportion restée inchangée par rapport à 1999. Une autre proportion de 10 % des familles canadiennes appartenaient au quintile supérieur de valeur nette et de revenu, en légère hausse par rapport à la proportion de 9 % enregistrée en 1999 (tableau 5).

En 1999 ainsi qu'en 2012, 36 % des familles canadiennes appartenaient au même quintile de revenu et de valeur nette, ce qui fait ressortir le lien étroit entre le revenu et le patrimoine. Cette proportion passe à 76 % lorsque les familles qui se situaient seulement un quintile de valeur nette en dessous ou au-dessus de leur quintile de revenu sont incluses dans ces calculs. Encore une fois, cette proportion a peu varié au cours de la période (elle était de 74 % en 1999).

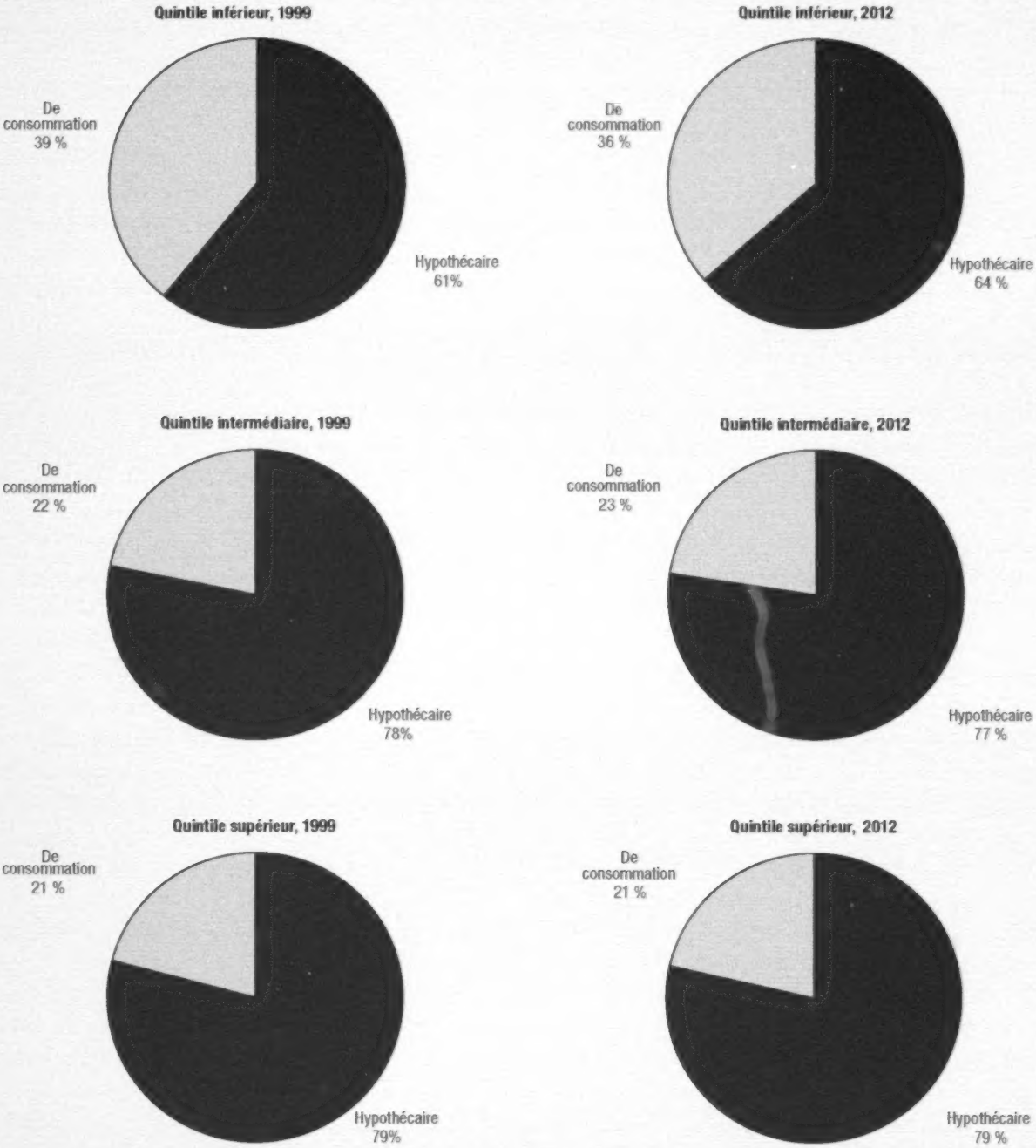
Il est aussi possible de calculer une proportion de familles « à faible revenu et sans patrimoine ». Ces familles peuvent être définies comme celles dont la valeur nette est égale ou inférieure à zéro, et dont le revenu familial (corrigé pour tenir compte de la taille de la famille) correspond à moins de 50 % du revenu médian[12]. Étant donné que les régimes de retraite d'employeur ne sont pas facilement disponibles pour absorber les chocs de revenu, ils sont exclus du calcul du patrimoine[13]. Il se peut que ces familles subissent un stress particulier si elles n'ont pas de patrimoine pour absorber les chocs négatifs. Les familles à faible revenu et sans patrimoine représentaient 3,5 % de toutes les familles en

Graphique 2
Composition des actifs selon le quintile de revenu, 1999 et 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Graphique 3
Composition de la dette selon le quintile de revenu, 1999 et 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Tableau 5
Répartition des unités familiales entre les quintiles de revenu et les quintiles de valeur nette (patrimoine), 1999 et 2012

	Quintile de revenu				
	Inférieur	Deuxième	Intermédiaire	Quatrième	Supérieur
	pourcentage				
2012					
Quintile de valeur nette					
Inférieur	11,1	5,1	2,6	1,0	0,2
Deuxième	4,8	5,5	5,3	3,4	1,0
Intermédiaire	2,4	4,5	4,2	5,6	3,3
Quatrième	1,2	3,6	4,8	5,0	5,4
Supérieur	0,4	1,3	3,1	5,0	10,1
1999					
Quintile de valeur nette					
Inférieur	11,1	5,3	2,4	0,9	0,3
Deuxième	4,4	5,3	5,1	3,9	1,3
Intermédiaire	2,4	3,7	4,8	5,4	3,7
Quatrième	1,4	3,8	4,1	5,1	5,5
Supérieur	0,6	1,9	3,6	4,6	9,2

Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Tableau 6
Proportion de familles à faible revenu et sans patrimoine[1], selon certaines caractéristiques familiales, 1999 et 2012

	1999	2012
	pourcentage	
Ensemble	**3,3**	**3,5**
Âge		
15 à 34 ans	8,5	7,9
35 à 44 ans	2,4	3,6
45 à 54 ans	1,6	2,6
55 à 64 ans	1,4	1,7
65 ans et plus	0,3	1,0
Scolarité		
Moins d'un diplôme d'études secondaires	3,3	5,0
Diplôme d'études secondaires	3,9	3,9
Diplôme ou certificat d'un collège/d'une école de métiers	3,1	3,1
Diplôme universitaire	2,8	2,7
Type de famille		
Personnes non âgées (moins de 65 ans)		
Personnes seules	8,4	8,6
Couples sans enfants ou avec enfants de 18 ans et plus	0,9	1,0
Couples avec enfants de moins de 18 ans	1,6	1,3
Parents seuls	10,6	10,4
Autres	1,5	3,3
Personnes âgées (65 ans et plus)	0,3	1,0
Région		
Atlantique	4,0	4,0
Québec	3,4	3,1
Ontario	3,4	3,9
Manitoba et Saskatchewan	2,9	2,9
Alberta	2,7	2,1
Colombie-Britannique	3,0	4,5
Statut d'immigrant		
A immigré au cours des 10 dernières années	7,5	7,5
A immigré il y a plus de 10 ans	1,9	3,4
Né au Canada	3,3	3,3

1. Les familles sans patrimoine sont celles dont la valeur nette est égale ou inférieure à zéro, en excluant les régimes de retraite d'employeur.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

2012 (tableau 6), une proportion à peu près identique à celle de 1999 (3,3 %).

Certains types de familles, toutefois, étaient plus susceptibles que d'autres d'être dans cette situation. Cela était en fait le cas pour les familles dont le soutien économique principal était âgé de 15 à 34 ans (8 % en 2012); les familles dont le soutien économique principal n'avait pas de diplôme d'études secondaires (5 %); les personnes seules et les familles monoparentales (9 et 10 %, respectivement); et les familles qui ont immigré récemment (8 %). Les résultats associés à ces types de familles demeuraient significatifs lorsque diverses caractéristiques étaient simultanément prises en compte dans un modèle multivarié.

Enfin, les proportions de familles à faible revenu et sans patrimoine ont peu varié au cours de la période de 1999 à 2012, et ce, pour la plupart des types de familles.

Conclusion

De 1999 à 2012, le patrimoine (ou la valeur nette) a augmenté plus rapidement parmi les familles se situant au sommet de la répartition du revenu, en raison principalement de la croissance des actifs. Par conséquent, le patrimoine est devenu légèrement plus concentré, les familles du quintile supérieur détenant 47 % du patrimoine total, comparativement à 45 % en 1999. Les gains réalisés par les familles au sommet de la répartition du revenu étaient le résultat en grande partie de gains touchant les types d'actifs non immobiliers, comme les régimes de retraite d'employeur. Les familles au bas de la répartition, par contre, ont vu leurs actifs immobiliers augmenter, mais ont enregistré peu de gains dans les autres types d'actifs. Ainsi, une proportion croissante du

portefeuille d'actifs des familles à plus faible revenu est maintenant constituée d'actifs immobiliers.

Les finances des ménages peuvent être analysées sous un autre angle en examinant la proportion de familles qui pourraient être davantage affectées négativement par un choc financier, c'est-à-dire les familles ayant des revenus plus faibles et n'ayant aucun patrimoine. Au cours de la période, peu de changements ont été observés à cet égard. Tout d'abord, la proportion de familles qui se trouvaient dans le quintile de revenu le plus faible et dans le quintile de valeur nette le plus faible, tant en 1999 qu'en 2012, était d'environ 11 %. En deuxième lieu, la proportion de familles canadiennes à faible revenu (celles dont le revenu familial était inférieur à 50 % du revenu médian) et sans patrimoine (ou sans ressources financières pour absorber les chocs négatifs) est aussi demeurée stable, à environ 3 %, au cours de la période.

Sharanjit Uppal *est analyste principal à la Division de la statistique du travail et* ***Sébastien LaRochelle-Côté*** *est le rédacteur en chef de Regards sur la société canadienne, à Statistique Canada.*

Sources de données, méthodes et définitions

Sources de données

La présente étude s'appuie sur des données de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) de 1999 et 2012. L'ESF est une enquête conçue pour recueillir des données auprès d'un échantillon de familles canadiennes concernant leurs actifs, leurs dettes, leur emploi, leur revenu et leur niveau de scolarité. Des renseignements sont recueillis sur la valeur de l'ensemble des principaux actifs financiers et non financiers et sur les sommes dues à l'égard des prêts hypothécaires, des véhicules, des cartes de crédit, des prêts étudiants et d'autres dettes.

L'ESF porte sur la population vivant dans les 10 provinces au Canada. Sont exclus de l'enquête les personnes vivant dans les réserves et d'autres établissements autochtones dans les provinces, les représentants officiels de pays étrangers vivant au Canada et leurs familles, les membres de communautés religieuses et d'autres communautés, les membres des Forces canadiennes qui habitent dans des camps ou des bases militaires, les personnes qui vivent à temps plein dans des établissements, par exemple, les détenus dans les pénitenciers et les malades chroniques dans les hôpitaux et les maisons de soins infirmiers.

Les caractéristiques individuelles, comme l'âge et le niveau de scolarité, sont celles du soutien économique principal du ménage.

Définitions

Actifs : Biens immobiliers (résidence principale et tous les autres biens immobiliers), régimes de retraite d'employeur (valeur fondée sur la terminaison), ainsi que tous les autres actifs (y compris les REER, REEE, FERR, actions, obligations, fonds communs de placement, véhicules, effets du ménage, comptes bancaires, biens de collection, valeur accumulée des entreprises familiales et autres actifs financiers et non financiers).

Dettes : Dette hypothécaire sur la résidence principale et tous les autres biens immobiliers (au Canada et à l'étranger) et dette de consommation. La dette de consommation comprend les soldes de cartes de crédit, des marges de crédit personnelles et hypothécaires, des emprunts garantis et non garantis contractés auprès de banques et d'autres établissements de crédit, y compris les prêts automobiles, et les autres factures impayées.

Patrimoine (ou valeur nette) : Valeur totale des actifs, moins la valeur totale de la dette.

Revenu total : Revenu total (avant impôt) de tous les membres de la famille économique. Les quintiles de revenu sont calculés sur la base de cette mesure du revenu.

Famille économique : Groupe de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, par union libre ou par adoption. Un couple peut être de sexe opposé ou de même sexe. Les enfants en famille d'accueil sont inclus. Les personnes seules sont incluses dans l'étude et sont considérées comme étant une unité familiale distincte.

Notes

1. Voir Wolff (1998).
2. Voir De Nardi et coll. (2007).
3. Selon la théorie économique, les différences dans le revenu permanent, toutes choses étant égales par ailleurs, devraient être le meilleur déterminant des différences de patrimoine entre les familles. Le revenu permanent peut être interprété comme le revenu moyen qu'une personne devrait être en mesure de gagner à long terme, selon son niveau de capital humain et de capacités (Wolff, 1998). Étant donné que le revenu permanent n'est pas un concept qui peut être estimé à partir de données transversales, nous utilisons le revenu familial avant impôt comme approximation dans le présent rapport.
4. Voir Modigliani (1957).
5. De même, un niveau plus élevé de patrimoine peut aussi mener à des revenus plus élevés, grâce aux gains en capital, particulièrement chez les détenteurs importants de capital situés au sommet de la répartition du revenu (Piketty et Saez, 2003).
6. Voir (Iacovello, 2008). Cette étude souligne aussi que l'augmentation du niveau de dette des ménages aux États-Unis découle en grande partie de l'augmentation de la variance de la composante non permanente des gains.
7. Les valeurs de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation au niveau national (tableau CANSIM nº 326-0021) ont été utilisées (trois décimales).
8. Cela correspond aux résultats d'autres études canadiennes, qui ont déterminé que l'inégalité est demeurée relativement stable au cours des années 2000, après avoir augmenté dans les années 1990. Voir, par exemple, Picot et Hou (2014).
9. La médiane correspond au nombre intermédiaire dans un groupe de nombres. Dans le cas du revenu familial, elle doit être interprétée comme le point séparant les 50 % de familles ayant les revenus les plus élevés et les 50 % de familles ayant les revenus les plus faibles.
10. Les valeurs médianes sont plus faibles que les valeurs moyennes dans le quintile inférieur, parce qu'une part importante de nombreuses unités familiales du quintile inférieur n'ont pas de patrimoine.
11. Voir Morissette (2006).
12. Cette méthode est aussi appelée MFR (mesure du faible revenu). Dans les études canadiennes liées au faible revenu, diverses mesures des seuils de faible revenu ont été utilisées. Voir Murphy et coll. (2012) pour un examen exhaustif de ces mesures.
13. Les familles qui ont des régimes de retraite d'employeur, mais pas de patrimoine, toutefois, représentent une portion très faible de l'échantillon total, étant donné que la plupart des familles ayant des actifs de retraite d'employeur ont aussi d'autres actifs.

Documents consultés

DE NARDI, Mariacristina, PHIL DOCTOR et Spencer D. KRANE. 2007. « Evidence on entrepreneurs in the United States: Data from the 1989–2004 *Survey of Consumer Finances* », *Economic Perspectives*, numéro du quatrième trimestre, Federal Reserve Bank of Chicago, p. 18 à 36.

MODIGLIANI, Franco et Albert K. ANDO. 1957. « Tests of the Life Cycle Hypothesis of Savings », *Bulletin of the Oxford University Institute of Economics and Statistics*, vol. 19, nº 2, mai, p. 99 à 124.

MORISSETTE, René et Xuelin ZHANG. 2006. « Inégalité de la richesse : second regard », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 7, nº 12, décembre, produit nº 75-001-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

MURPHY, Brian, Xuelin ZHANG et Claude DIONNE. 2012. *Le faible revenu au Canada : une perspective multi-lignes et multi-indices*, Série de documents de recherche — Revenu, nº 001, produit nº 75F0002M au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

PICOT, Garnett et Feng HOU. 2014. *Immigration, faible revenu et inégalité des revenus au Canada : Quoi de neuf durant les années 2000?*, Direction des études analytiques : documents de recherche, nº 364, produit nº 11F0019M au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

PIKETTY, Thomas et Emmanuel SAEZ. 2003. « Income inequality in the United States, 1913–1998 », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. CXVIII, nº 1, février, p. 139.

WOLFF, Edward N. 1998. « Recent Trends in the Size Distribution of Household Wealth », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 12, nº 3, été, p. 131 à 150, American Economic Association.